

Nietzsche nous a appris que l'on trouve souvent, derrière une valeur morale à la mode, « *un symptôme de recul, quelque chose comme un danger, une séduction, un poison, un narcotique* » (1). Je ne sais si l'air du temps s'y prête mais, à la lecture de ce numéro et de ses articles aux thématiques d'apparence si diverses, il me semble que cette question de la morale et de son rapport à l'action les traverse tous.

Dans un article passionnant, Nathalie Grandjean et Claire Lobet-Maris déconstruisent l'usage fait, par les promoteurs d'un système de surveillance dite intelligente, des notions de sécurité, de service *centré sur l'utilisateur* et de prévention du risque, des notions supposées universelles et désirables par tous. En accompagnant ce projet dans sa quête d'acceptabilité sociale, les auteurs mettent en évidence le poids des présupposés moraux et la puissance des cadrages normatifs qui évincent le citoyen du champ de la décision et le relèguent au statut de consommateur passif d'une bienveillante utopie technologique. Face aux risques de régressions démocratiques qu'induisent de tels choix, technologiques, politiques ou économiques, se pose la question brûlante du rôle d'un système de valeurs supposé universel dès lors qu'il n'est plus partagé par l'ensemble d'une communauté et qu'il ne lui reste plus que la violence pour s'imposer.

Il semble bien que nos futurs décideurs se plient très tôt au poids des préjugés et des normes. Dans son article, Bénédicte Vidaillet démontre combien les étudiants en management ont intériorisé un mode de subjectivité libéral qui oriente profondément leur compréhension des situations de travail. Dès lors, la conviction qui les habite d'œuvrer pour le *Bien* et le *Vrai*, armés d'une pseudo rationalité rassurante, ne peut que satisfaire les entreprises multinationales qui, comme l'évoque Alexandre Perrin, ont mis en place un *knowledge management* visant à organiser ces savoirs sous la forme de bonnes pratiques. Loin de toute incertitude, ces connaissances codifiées sont alors présentées comme éminemment désirables et supérieures à d'autres, forcément.

L'absence de mise en perspective de ces pratiques justifie alors ce que John Dewey (2) écrivait en 1939 : « *La démocratie est croyance en la capacité de l'expérience humaine (...). Toutes les autres formes de foi morale et sociale reposent sur l'idée que l'expérience doit, à un moment quelconque, être soumise à une forme de contrôle extérieur, à quelque "autorité" censée exister en dehors des processus de l'expérience* ».

Face à ces certitudes morales que n'étaye aucune expérience, à ces croyances en la vertu de tel ou tel rituel, à ces vérités assénées par de doctes personnages, à cette modernité liquide où les repères collectifs et les normes sociales deviennent à la fois fluides et mouvants, que faire alors ? Sur la compétence interculturelle, sujet lui aussi bien loin de faire consensus, Yves-Frédéric Livian et Sylvie Chevrier s'affrontent et, ce faisant, répondent à cette question.

Revenir à l'expérience, mettre à l'épreuve du réel tout discours convenu et politiquement correct et n'accepter rien qui soit tenu pour acquis sans l'avoir soumis à un débat d'idées honnête et sans fard : voilà qui nous est cher et qui trouve toute sa place dans les colonnes de *Gérer & Comprendre*. À vous, lecteur, de conclure : quant à nous, nous croyons trop en « *la capacité de l'expérience humaine* » pour nous autoriser à le faire à votre place !

Pascal LEFEBVRE

(1) Friedrich NIETZSCHE, *La Généalogie de la morale, avant propos*, Le Livre de Poche, Collection Classiques de la Philosophie (2000).

(2) Cité dans leur article par Nathalie Grandjean et Claire Lobet-Maris.

GÉRER & COMPRENDRE est une série des Annales des Mines Créée à l'initiative de l'Amicale des ingénieurs du Corps des Mines Réalisée avec le concours du Centre de recherche en gestion de l'École Polytechnique